

Compte rendu

## L'identité nationale à Verdun

LE MONDE | 01.12.09 | 14h24 • Mis à jour le 01.12.09 | 14h24

EDITION ABONNES  
Abonnez-vous 6 €

RÉAGISSEZ

CLASSEZ

IMPRIMEZ

ENVOYEZ

PARTAGEZ

Verdun Envoyée spéciale

C'est à Verdun (Meuse), ville ô combien symbolique, que s'est tenu, lundi 30 novembre, le premier débat en province sur l'identité nationale. "C'est là qu'en 1916, avec la bataille qui a bouleversé chaque famille, s'est forgée l'appartenance à la France", rappelle le maire de la ville, Arsène Lux (divers droite).

▼ PUBLICITE

Et pourtant, même là, le débat, présidé par le préfet de la Meuse, Eric Le Douaron, n'a pas attiré les foules. Dans la grande salle de l'ancien évêché ils ne sont qu'une centaine. Sur les trois thèmes retenus - "Les valeurs nationales à l'épreuve des conflits", "Quelles dimensions pour la citoyenneté ?", "Identité nationale et enjeux internationaux" -, le rappel des "droits et devoirs" supplante les échanges sur "la France métissée d'aujourd'hui".

La sous-préfecture avait pourtant cherché à ouvrir la discussion, en faisant notamment intervenir en miroir, une Brésilienne, récemment naturalisée, et un Algérien, résidant en France depuis quarante-trois ans sans avoir pris la nationalité. La première explique comment elle a été séduite par les valeurs françaises qui "ne sont pas seulement écrites sur le papier". Le second défend son choix "si c'est pour devenir un citoyen de seconde zone". Il assure qu'il sera "heureux de prendre la citoyenneté française lorsque le mot égalité aura ici un sens".

Aussi intéressants que soient ces témoignages, l'assemblée revient sur "son" sujet. "Je ne suis pas raciste tant que sont respectés nos droits et nos devoirs", déclare un ancien militaire en se prononçant, sous les applaudissements, contre l'entrée de nouveaux immigrés "que l'on ne sait pas où loger et faire travailler, alors que plusieurs milliers de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté". Un autre citoyen conteste la présence d'Afghans en France, quand "3 000 Français se lèvent chaque matin pour défendre la démocratie dans "leur" pays".

Avec 60 fils de dépêches thématiques, suivez l'information en continu  
Abonnez-vous au Monde.fr : 6€ par mois + 30 jours offerts

### Sur le même sujet

**RADIOZAPPING**  
Esprit de clocher contre minarets



**LES FAITS** Les populistes européens inspirés par le vote suisse

**EDITORIAL DU "MONDE"** Rejet ostensible

**ECLAIRAGE** L'UDC veut désormais instrumentaliser le thème du radicalisme de l'Islam

**ZOOM** La Ligue du Nord passe à l'offensive sur l'immigration

**DÉCRYPTAGE** En France, les difficultés autour de la construction de mosquées sont essentiellement d'ordre financier

**RÉACTIONS** La droite peine à se démarquer du refus des minarets en Suisse

Au total, beaucoup de constats mais peu de propositions à verser à la synthèse nationale qui sera faite de tous les débats le 4 février. Tout au plus, un jeune professeur en histoire-géographie suggère-t-il d'instaurer un "service civil obligatoire pour ressouder notre pays". Le mot de la fin revient aux deux parlementaires locaux, le sénateur centriste Claude Biwer et... le député socialiste Jean-Louis Dumont, venu, en tant que "parlementaire républicain" et en "toute conscience, écouter, comprendre ce qui nous rassemble dans la société française". Et ce dernier, d'inviter les participants à "se projeter dans l'avenir".

